

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de M. Jean-Baptiste de Foucauld (séance du lundi 9 décembre 2002)

Pierre MESSMER : Que signifie à vos yeux le concept de développement durable pour des pays qui sont en sous-développement durable ? Je pense notamment à l'Afrique subsaharienne, dont on sait que le revenu par habitant a diminué d'environ 15 % au cours des vingt dernières années. Plus brutalement : que signifie le développement durable pour quelqu'un qui n'est pas assuré de pouvoir manger demain ?

*
* *

Roland DRAGO : Quelle différence faites-vous, en tant qu'ancien Commissaire du Plan, entre le développement durable et la planification ? La planification n'impliquait-elle pas qu'il y eût dans un pays un développement durable ? La difficulté tient sans doute à l'acception que l'on donne au concept de développement durable. En France, actuellement, on limite le développement durable à la défense de l'environnement. Or, cette façon de voir les choses est inexacte, non seulement dans la vision théorique, mais également dans la vision historique. Généralement, on fait intervenir trois paramètres, économique, social et environnemental ; vous en avez introduit un quatrième, le paramètre moral. On essaye en principe de garder un équilibre entre les différents paramètres. Mais, en introduisant la dimension morale, qui rend considérablement plus complexe l'ensemble, ne courez-vous pas le risque de transformer le développement durable en un fourre-tout sans contenu spécifique ?

Vous vous rappelez l'époque où l'on parlait de croissance zéro ; c'était la doctrine du Club de Rome. Que faut-il en penser par rapport au concept de développement durable ?

*
* *

Bernard d'ESPAGNAT : J'adhère pleinement aux objectifs que vous nous avez présentés. La question reste néanmoins : comment y parvenir ? A cet égard, les Etats-Unis jouent un rôle déterminant. Il y a dans ce pays des groupes de gens qui ont, dans votre optique, une certaine importance. Ce sont les scientifiques. Ils n'incarnent en-effet pas l'aspiration purement économique, dont vous avez bien démontré l'insuffisance. Dans leur vie personnelle, ils ne visent ni la consommation, ni le pouvoir. Ils s'apparentent à ces gens dont vous parliez et qui aspirent à une vie spirituelle. Ces groupes de scientifiques n'ont pas une puissance financière décisive, loin s'en faut, mais ils exercent par leur intelligence un rôle nécessaire dans la société.

Est-ce qu'il y aurait moyen d'établir un contact entre la tendance que vous représentez ici, en Europe, et ces groupes américains dont les préoccupations sont très voisines des vôtres ?

*
* *

Pierre GEORGE : Cette conférence m'a impressionné car elle m'a placé sur un autre terrain que celui de ma formation : histoire et géographie. L'histoire, c'est la différence héritée de cultures ; la géographie, c'est la projection de cette différence dans l'espace. Comment concevoir, dans l'immédiat, l'unité du monde ? Jamais, semble-t-il, les différences n'ont été plus accusées. Cela me paraît extrêmement inquiétant pour l'avenir proche. Développement et sous-développement étaient des formules du siècle passé. Aujourd'hui, il s'agit des différenciations des moyens d'action, des moyens de destruction, des moyens de puissance, indépendamment de tous les éléments doctrinaux, qui ne sont pas en question, mais qui sont exploités par des intérêts économiques, culturels.

*
* *

Jean BAECHLER : La seule définition maniable du durable dans l'expression « développement durable » est un développement qui implique la perpétuation de l'espèce. Par conséquent, deux issues sont interdites, sinon impossibles : 1/ une disparition délibérée de l'espèce par stérilité volontaire ou par assassinat collectif de manière à restaurer une nature qui ne subirait pas les perturbations introduites par l'espèce humaine ; 2/ un développement conduisant à la destruction des conditions de possibilité de la vie de l'espèce humaine. Si l'on exclut ces deux extrêmes, on a entre eux un arc de points en nombre infini et je ne vois aucun corps d'hypothèses rationnelles qui permette de décider quel est le point qu'il faudrait choisir. Autrement dit, c'est indécidable, et quand c'est indécidable, on ne peut pas planifier ; or quand on ne peut pas planifier, il faut créer des dispositifs et des procédures qui permettent de négocier entre les différents points de vue, d'introduire des solutions nouvelles, bref, c'est ce que l'on appelle un marché. Il s'agit bien sûr d'un marché réglé, un marché non-réglé n'étant pas un marché. Vous avez dans votre communication valorisé le Plan alors que j'aurais plutôt tendance à valoriser le marché. Etes-vous d'accord avec ce jugement ?

Vous avez dit – mais j'ose croire qu'il s'agit d'un lapsus – que l'économie était la science des besoins. Premièrement, l'économie n'est pas une science. Il existe certes une science de l'économie, mais cela ne fait pas de son objet une science. Deuxièmement, l'économie est un ensemble de dispositifs, de procédures et de procédés destiné à gérer, non pas les besoins, mais les ressources. Les besoins sont dans la dépendance des fins de l'homme, c'est-à-dire des objectifs que les individus et les groupes peuvent s'assigner. Or tant que l'on n'a pas défini les fins dernières de l'espèce, l'architecture des fins plane dans le vide et les besoins sont définis d'une manière irrationnelle. Approuvez-vous cette façon de voir les choses ?

*
* *

Emmanuel LE ROY LADURIE : Vous avez évoqué l'effet de serre ? Etes-vous simplement pessimiste ou semi-catastrophiste ou pro-apocalyptique ?

Pierre TABATONI : Vous indiquez que les solutions ne peuvent se trouver que dans le triptyque habituel des grands changements de société que sont 1/ la résistance, 2/ la diversité des régulations et 3/ une inspiration, c'est-à-dire une utopie.

Ce qui généralement provoque la mise en œuvre du triptyque, c'est le sentiment de catastrophe. Nous savons tous, rationnellement, que nous sommes sur des trajectoires de catastrophes, ce que votre exposé a superbement dramatisé. Est-ce qu'à vos yeux le pouvoir politique est capable de gérer la conscience d'une catastrophe telle qu'elle puisse entraîner les modifications de mentalité et de norme de société, dans lesquelles nous voyons des solutions ? On constate cependant que depuis plusieurs années le pouvoir politique traite le sujet de façon partisane et contribue à fragmenter l'opinion et les valeurs au lieu d'en faire l'instrument d'une transformation culturelle générale.

Quand vous parlez de régulation, j'incline à penser que la diversité des marchés – j'entends par ce mot tous les systèmes d'adaptation entre des demandes et des capacités d'y répondre, et non seulement le marché économique – peut amener des résultats. Il convient de remarquer que l'autorégulation est en train de se faire. Si le politique et la régulation mondialisée ne semblent aboutir jusqu'à présent qu'à de graves échecs, l'autorégulation en revanche est en train de se mettre en place. Les mentalités sont en train de changer. Dans le domaine économique, l'équilibre du profil social se traduit par des modifications des stratégies industrielles. Dans les relations entre les Etats-Unis et l'Europe, nous constatons que l'Europe est dans une phase de ralentissement relatif de la croissance en tendance. Mais en même temps, cette baisse s'accompagne d'une prise de conscience en Europe de besoins autres que la satisfaction des besoins constituant le produit national. Le besoin de croissance se réduisant, il y a une possibilité accrue de prise en compte des besoins sociaux et donc un mode de régulation possible.

*
* *

Jean MESNARD : Ma question est d'ordre éthique ou encore relève de la conception de la vie. Dans la tradition humaniste et notamment dans la tradition illustrée par l'Antiquité existait un principe moral constant qui visait à la modération du désir, tenue pour la condition du bonheur. Or la modernité est l'apologie du désir, certains allant même jusqu'à dire que le refus du désir est immoral. En fait, l'expression effrénée du désir, sous toutes ses formes, sonne la fin de la morale, la fin de la société à laquelle se substitue la somme des individualismes. Ne devrions-nous pas revenir à la conscience que la modération du désir est nécessaire ? Certes, énoncer le problème n'est pas le résoudre pratiquement, mais si le problème n'est pas posé, il est peu vraisemblable qu'il puisse être résolu.

*
* *

Alain PLANTEY : L'état actuel du monde se caractérise aussi par la constitution de solidarités fractionnelles, occultes, puissantes, avec leurs convergences transnationales, mais aussi avec leurs refus et leurs haines ; il s'agit souvent de solidarités conçues contre des ennemis, comme des pactes d'hostilité. Elles jouent contre le marché, contre la démocratie. Or

la civilisation actuelle tend à les accroître. Comment alors peut-on faire converger une vision idéale et morale du monde avec cette réalité conflictuelle ?

*
* *

Michel ALBERT : Comment, dans la vision très large que vous avez eue d'une planification à long terme, voyez-vous l'articulation avec le marché de la mise en œuvre du principe de précaution ?

Vous avez par ailleurs présenté le souci d'une inflation faible comme un obstacle à la conciliation possible entre le progrès social et le progrès environnemental. Cela m'étonne beaucoup car je considère qu'une inflation faible est une condition indispensable à la conciliation du progrès économique, du progrès social et du progrès environnemental.

Vous avez en outre condamné la monétarisation à outrance. Serait-ce à dire que le troc est préférable ou encore qu'un musée gratuit est meilleur qu'un musée payant ?

Enfin, vous avez dit : « Les ressources de sens ont été privatisées ». J'aimerais savoir ce que sont « les ressources de sens ». Et si elles ont été privatisées, faut-il à présent les collectiviser ?

*
* *

Jacques de LAROSIERE : On a parlé de marché. Mais le marché n'est jamais neutre. Il est conditionné par toutes sortes de dispositifs notamment fiscaux et réglementaires. Malheureusement, les incitations publiques sont rarement à la mesure des besoins écologiques. J'en donnerai deux exemples : 1/ Le développement de l'automobile, en France depuis la fin de la guerre, à l'encontre du développement des transports en commun et notamment des chemins de fer. 2/ Les bas prix de l'essence aux Etats-Unis qui favorisent l'usage de véhicules très fortement consommateurs de carburant. Comment faire changer cet ordre de priorités, autrement dit comment faire payer davantage les acteurs économiques engendrant des externalités négatives ? Peut-on procéder à ce changement de priorités au seul plan national ? Ou n'est-on pas contraint à une politique mondiale de révision de ces incitations erronées ?

*
* *

Pierre CHAUNU : Je croyais que vous alliez dénoncer l'attitude qui consiste à être sincèrement contre l'effet de serre, mais systématiquement contre le nucléaire, seule énergie à peu près propre.

Une autre chose m'a surpris : le changement de vocabulaire auquel je ne suis pas encore habitué, mais dans lequel je perçois l'expression de ce que toutes les spiritualités, depuis trois mille ans, s'efforcent de construire. Par moments, j'ai cru entendre Saint François

d'Assise – je n'ai rien contre cela, bien au contraire – mais je me demande s'il valait la peine de tout détruire pour en arriver là ?

*
* *

Réponses : Le développement durable est une espèce de continent qui peut-être, selon les cas, soit un fourre-tout, soit une construction nouvelle en train de s'élaborer à partir de quelques éléments de définition canonique, telle celle du célèbre rapport Bruntland de 1987, où le développement durable est défini comme un développement répondant aux besoins des générations actuelles sans compromettre ceux des générations futures.

J'ai essayé de travailler sur l'humanisme du développement durable afin de retrouver des valeurs spirituelles dont je déplore l'érosion. Ce faisant, je reviens sur la perte du sens. Jusqu'à une époque récente, les individus étaient élevés dans des systèmes de sens qui leur préexistaient. On leur expliquait la genèse du monde et le fonctionnement du monde. Bien sûr se sont mises en place des idéologies concurrentes. Il y a eu le marxisme, non dépourvu d'un messianisme matériel ; il y a eu des idéologies du progrès républicain et de la démocratie. Mais aujourd'hui, le doute sur le sens du progrès tend à se généraliser. Beaucoup d'individus se retrouvent désorientés, sans sens préétabli. C'est pourquoi je parle de la privatisation des ressources du sens. L'expression n'est peut-être pas la meilleure, mais elle me permet d'évoquer un phénomène grave tout en signifiant que l'économique ne lui est sans doute pas étranger.

Mon propos était donc de travailler sur le bon équilibre entre le sens du progrès que nous devons avoir et un certain nombre de changements – de régulation, mais aussi de comportement, notamment en ce qui concerne l'expression du désir.

Plusieurs questions ont porté sur la relation « marché ⇔ planification ⇔ développement durable » et sur les modes d'intervention. Le problème est de savoir si les changements de comportement sont assez rapides par rapport aux besoins. Je ne répondrai pas que je suis pessimiste ou catastrophiste, mais seulement que j'essaye d'être vigilant face à ce qui apparaît comme un grand risque. Je n'ai pas traité des acteurs du développement durable dans mon exposé. Je pense néanmoins que ceux-ci évoluent. M. Bernard d'Espagnat a parlé des savants qui ont assurément des conseils à prodiguer et vers lesquels les politiques devraient davantage se tourner.

Il faut noter que la planification n'éliminait pas l'incertitude, mais la réduisait seulement, comme le disait Pierre Massé. Le but de la planification indicative à la française était de mettre un certain nombre d'objectifs dans un cadre de marché pour pousser le marché dans la direction que l'on souhaitait. Cette planification, appelée aujourd'hui stratégique, reste, à mon sens tout à fait utile. Sans doute y aurait-il à innover au niveau de la gouvernance mondiale vers une réflexion de ce type. Il s'agirait de savoir sur quarante ou cinquante ans vers quoi nous voulons aller au niveau mondial. Par là, nous pourrions en même temps lutter contre l'éclatement du monde en créant un peu de monde commun.

Quand on voit l'évolution du monde depuis la seconde guerre mondiale, on peut se réjouir de la disparition des droits de douane, des taux de change multiples etc. au profit d'une unification. Mais je regrette que l'on n'ait pas fait le saut qui permettrait de passer de l'unification du monde à une gestion en commun du monde.

A Pierre Messmer : 1/ Les pays pauvres qui souffrent de famine sont souvent des pays qui n'ont pas respecté les règles du développement durable. 2/ Etant admis que nous ne pouvons pas accroître trop le niveau de pollution générale, comment allons-nous faire pour que les pays qui se développent prennent en charge les surcoûts d'investissement qu'implique le fait de ne pas accroître la pollution. La question d'une participation des pays riches au développement durable des pays pauvres est donc une question à poser. Elle en fait posée en théorie, car en pratique, les pays du tiers monde demandent seulement que les pays riches ne soient pas protectionnistes.

A Roland Drago : Je pense que le Club de Rome a fait du mal parce qu'en tirant trop fort il a discrédité une idée qui n'était pas mauvaise, à savoir être économe sur les ressources et prendre de l'avance par rapport aux mécanismes de marché trop lents eu égard aux besoins. Je ne suis pas pour la croissance zéro car la technique peut nous permettre de croître sans trop polluer, à condition d'en payer le prix.

A Michel Albert : A ce propos, je ne suis pas sûr qu'une position trop rigoureuse en matière d'inflation basse soit en mesure de permettre de faire les investissements nécessaires. Si les tankers à double coque sont peu nombreux, c'est sans doute parce qu'on ne voulait pas faire de peine à certains pétroliers, mais surtout parce qu'on ne veut pas provoquer de hausse des prix trop rapide. Bien sûr, on pourrait accroître les investissements contribuant à lutter contre la pollution en détaxant par ailleurs. Mais comme nous avons besoin d'argent pour gérer nos systèmes de santé et autres, parce que nos systèmes de solidarité traditionnels ont disparu, on ne peut plus détaxer. Ainsi quand quelqu'un est au chômage, on se contente d'indemniser la personne concernée au lieu de l'aider à retrouver un emploi. Si on était solidaire, on dépenserait moins.

A Jean Baechler : Je crois que le marché est innovant, mais qu'il ne faut pas tout lui laisser faire. Il faut trouver un moyen terme entre ce que veulent les citoyens, ce que le marché peut leur donner et les systèmes d'incitation publique.

A Pierre Tabatoni : Votre thèse implicite est au fond que le politique n'est pas à la hauteur et que l'espèce est en train d'inventer ses propres systèmes d'autorégulation. Cette conception me semble excessivement optimiste. Il est incontestable que quelque chose se passe, mais sommes-nous à la hauteur des problèmes ? Au niveau social, nous ne sommes pas dans une phase de développement humain réussi. La notion de progrès semble remise en question. Les insécurités se multiplient : celle de l'emploi, celle des liens sociaux, insécurité symbolique, environnementale, politique.

Je crois à la politique. Nos démocraties sont des régimes fragiles et ambitieux qui prennent de gros risques. Aussi aimerais-je qu'il se passe en matière de développement durable ce qui s'est passé dans l'après-guerre avec la planification et la modernisation. Il y avait alors un accord sur le projet commun : la modernisation, et un débat vif sur les moyens d'y parvenir. Aujourd'hui, nous n'avons plus de projet commun et nous laissons le marché organiser les choses.

A Michel Albert : Quand je parlais de monétisation, je ne voulais pas revenir au troc, mais simplement dire qu'il existe un coût monétaire de l'absence de comportement altruiste trop élevé pour la société. On reporte trop sur les systèmes sociaux par rapport aux solidarités de base et l'on prive ainsi le développement durable des fonds nécessaires à sa réalisation.

*
* *